11 mai 2016. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, au palais du Sénat Anosy Antananarivo. Derrière lui, de g. à dr.: Honoré Rakotomanana, Président du Sénat; Jean Max Rakotomamonjy, Président de l'assemblée nationale

CLIQUEZ ICI POUR LA VIDEO INTEGRALE

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

--

DISCOURS PRONONCÉ À L'OCCASION DU CONGRÈS DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE ET PARUTION DU RAPPORT SUR LE COÛT DE LA FAIM À MADAGASCAR

Antananarivo, 11 mai 2016

Manao ahoana tompoko! [« Bonjour. »]

Faly aho tonga eto Madagasikara. *Misaotra indrindra amin'ny fandraisana mahafam-po.*
[Je suis très heureux d'être à Madagascar. Merci de votre accueil.]

Je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple malgaches pour leur chaleureux accueil dans ce pays magnifique.

C'est pour moi un grand honneur de m'adresser au Congrès du Sénat et de l'Assemblée.

Je suis particulièrement heureux de prendre la parole devant ce Parlement, car les élections que vous avez tenues l'année dernière ont marqué une étape importante en mettant fin à cinq années de crise politique.

Je salue le travail ardu que l'Assemblée nationale a accompli seule durant deux années et me félicite de la récente reconstitution du Sénat.

Ce nouveau départ intervient au moment crucial où le monde s'engage dans l'exécution du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Madagascar fait partie du très grand nombre de pays - 177 actuellement - qui ont signé l'Accord de Paris sur les changements climatiques à New York, le mois dernier.

Je vous engage à tirer le meilleur parti des possibilités qui s'offrent en progressant dans la réalisation des objectifs de développement durable et en ratifiant l'Accord de Paris dès que possible.

Je suis très encouragé par la promesse du Président du Sénat de ratifier cet Accord de Paris sur le changement climatique le plus tot possible. Merci Monsieur le Président.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Madagascar se trouve à la croisée des chemins.

Des obstacles colossaux devront être surmontés, mais les chances à saisir seront plus grandes encore.

La généralisation de la pauvreté est préoccupante.

La croissance économique est faible, le taux de chômage élevé.

L’accès à l’eau est l’un des plus difficiles au monde.

Seuls trois enfants sur dix ici terminent l’école primaire.

Ils devraient être en classe, en train d’apprendre, et non ailleurs en train de travailler.

Environ un Malgache sur trois ne sait pas lire.

Je me félicite de la politique nationale de la jeunesse que le Gouvernement a adoptée l'année dernière.

L'Organisation des Nations Unies se tient à vos côtés pour la mettre en pratique. Mon Envoyé pour la jeunesse, M. Ahmad Alhendawi, sera votre interlocuteur.

Ensemble, nous nous efforcerons de donner aux jeunes de ce grand pays les moyens de se prendre en charge.

Nous sommes prêts à aider toute la population de Madagascar.

Ici, la plupart des communautés manquent de dispensaires et n'ont pas accès à l'eau salubre

ni à d'autres services de base. La majorité des enfants ne fréquentent jamais l'école secondaire. Et de nombreuses personnes n'ont pas accès à la justice.

Les catastrophes naturelles font des ravages. La population souffre des dommages causés par les cyclones, les inondations et les criquets.

Ce Parlement possède la légitimité démocratique nécessaire pour aider Madagascar à relever les défis qui l'attendent.

Vous pouvez mettre fin à la corruption qui gangrène la société malgache.

Vous pouvez contribuer à la lutte contre le trafic des richesses naturelles.

Vous assumerez ainsi pleinement votre responsabilité devant les électeurs.

Nous sommes réunis dans un édifice somptueux, aux structures robustes.

Cependant, ce ne sont pas les bâtiments qui rendent les institutions robustes – ce sont les gens.

L'histoire est écrite par des personnes résolues, courageuses et fidèles à leurs principes.

La population de Madagascar a les yeux rivés sur vous.

Les agriculteurs et les pêcheurs, les mères et les étudiants, les commerçants et les conducteurs de taxi, les hommes et les femmes – toutes et tous méritent de jouir pleinement de leurs libertés fondamentales et d'un progrès durable.

Les opérations militaires ne justifieront jamais les atteintes aux droits de l'homme, pas plus ici

qu'ailleurs. La torture n'a pas sa place dans notre monde moderne, et Madagascar ne fait pas exception. Je vous engage instamment à faire cesser toutes les violations des droits, notamment les actes de vindicte populaire et les exécutions extrajudiciaires.

Vous avez le devoir de protéger le droit à la liberté de la presse, à la liberté d'expression et à la liberté d'association de votre peuple.

Une société dynamique et libre de ses mouvements est indispensable pour progresser.

Je félicite Madagascar d'avoir aboli la peine de mort. Je salue la création par le Gouvernement de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme. Je vous engage vivement à la rendre opérationnelle. Je compte également sur vous pour faire de même avec la Haute Cour de justice, le Haut Conseil national pour la défense de la démocratie et de l'état de droit, et d'autres institutions.

Vous gagnerez ainsi la confiance du public et jetterez les bases du progrès collectif.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Je lance aujourd'hui un appel au dialogue et à l'ouverture.

Nous savons l'importance que les Malgaches attachent à la notion du *fihavanana* ("Fee-ha-va-nan"), qui évoque l'amitié, la parenté et l'interdépendance et traduit un esprit de solidarité.

L'occasion vous est donnée de mettre cette notion en pratique.

Son Excellence le Président s'est engagé à édifier une nation moderne et prospère.

L'Organisation des Nations Unies vous apportera son aide dans l'accomplissement des objectifs de développement durable, qui visent à assurer une vie de dignité à tous.

Alors que nous progressons vers un avenir meilleur, je vous engage à favoriser l'ouverture et à approfondir la réconciliation et la participation. Tout le monde y gagne lorsqu'un climat de confiance, de liberté et de justice est mis en place.

Madagascar doit gérer de façon viable sa merveilleuse biodiversité et faire en sorte que toute la population profite de ses richesses.

Ce pays est l'un des plus riches au monde en termes de biodiversité. Il a la chance de posséder de nombreuses ressources naturelles. Lorsqu'on donne aux gens les moyens d'utiliser leur potentiel, on leur permet de bâtir un nouvel avenir.

Il importe particulièrement d'autonomiser les femmes. J'espère que vous œuvrerez pour mettre fin aux pratiques traditionnelles néfastes. Je vous engage également à prendre des mesures spéciales pour accroître la participation des femmes à la vie politique.

Messieurs les présidents,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Je remercie le réseau très actif des femmes parlementaires qui défendent ici la cause de la nutrition.

Madagascar est membre de l'initiative « Renforcer la nutrition » que j'ai lancée, « Scale Up Nutrition » en anglais.

Je salue l'engagement que vous avez pris dans ce domaine.

La nutrition ne consiste pas seulement à nourrir la population. Il faut aussi accorder toute l'attention nécessaire à la santé, à l'agriculture, à l'éducation, à l'autonomisation des femmes et à l'accès à l'eau.

Elle demande aussi la participation de partenaires, notamment d'entreprises, de donateurs et de membres de la société civile.

Aujourd'hui paraît officiellement le rapport de l'ONU sur le coût de la faim à Madagascar.

Le tableau qui y est brossé est alarmant. Près d'un enfant malgache sur deux souffre d'un retard de croissance.

C'est une tragédie pour la population et un désastre pour le développement.

La dénutrition coûte à Madagascar plus de 3,300 milliards d'Ariary soit plus d'un milliard et demi de dollars par an, c'est-à-dire près de 15 pour cent de son PIB.

Le bilan humain est incommensurable.

Je vous invite à vous engager de façon plus ferme encore à mettre fin à la dénutrition et à consacrer davantage de ressources à cette fin.

Je compte sur vous pour définir au niveau national un ensemble minimal de services de nutrition essentiels et établir un plan d'action pour le généraliser.

L'Organisation des Nations Unies sera votre partenaire indéfectible dans cette entreprise.

Messieurs les présidents,

Mesdames et Messieurs,

La regrettée Gisèle Rabesahala était une grande dame de Madagascar et un exemple pour le monde entier.

Elle est entrée en politique alors qu'elle n'avait que 17 ans. Elle a combattu le colonialisme et défendu les pauvres. Elle a été la première femme ministre de Madagascar.

Elle a déclaré un jour « Si on ne sait pas d'où on vient, on ne sait pas où on va ».

Je vous invite à garder ces paroles à l'esprit, à apprendre les leçons de votre histoire et à construire un avenir meilleur pour tous.

Misaotra betsaka tompoko! [« Merci. »]